



**PRÉFET  
DE LA CORRÈZE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial**

Bureau de l'environnement et du  
cadre de vie

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement  
de la société MECABRIVE Industries, dont le siège social est situé à 1 Impasse Langevin,  
19100 BRIVE-LA-GAILLARDE  
de respecter les prescriptions applicables aux activités de traitement de surfaces  
exploitées à la même adresse.**

Le Préfet de la Corrèze,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 7 août 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze, sous-préfet de Tulle, Mme Nicole CHABANNIER ;

Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de M. Vincent BERTON, préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2025-02-10-00001 du 10 février 2025 portant délégation de signature à Mme Nicole CHABANNIER, secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juillet 2022 délivré à la société MECABRIVE Industries pour l'exploitation d'installations de traitement de surfaces sur le territoire de la commune de Brive-la-Gaillarde à l'adresse 1 Impasse Langevin relevant de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le dossier de demande d'autorisation 2015-03-DDAE-03 en date du 3 novembre 2016 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite au contrôle sur site réalisé le 10 septembre 2025 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier recommandé daté du 9 octobre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 24 octobre 2025 ;

Considérant que lors de la visite du 10 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- des modifications ont été apportées aux installations et à la caractérisation de certains bains de traitement sans avoir été portées à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation ;
- l'absence du mur coupe-feu sur toute la limite entre MECABRIVE INDUSTRIES et le 126<sup>e</sup> régiment d'infanterie (RI) au niveau du décapage titane ;
- la présence de consignes d'exploitation incomplètes ne permettant pas d'identifier les vérifications à effectuer en cas de dysfonctionnement des installations de traitement de surface et les opérations à réaliser en cas d'incident au regard des éléments de sécurité présents sur les chaînes de traitement ;
- l'absence de maîtrise par le personnel des consignes d'exploitation relatives aux procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation et aux mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- l'absence d'aménagement du parking intérieur et de la voirie associée permettant de disposer d'un volume de rétention des eaux incendie suffisant et conforme à l'étude de dangers contenue dans le dossier de demande d'autorisation du site de 2015 (référence 2015-03-DDAE-03) ;
- la présence de non-conformités persistantes relevée sur les rapports de vérifications des installations électriques des années 2024 et 2025 et sur le rapport quadriennal du 2/12/2023 ;
- une partie des rétentions associées aux chaînes de traitement de surface contenait du liquide lors de l'inspection ;
- la présence de liquide au sein de ces capacités de rétention de plus de 1000 litres ne déclenche pas d'alarme en point bas ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles suivants :

- article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022 (porter à connaissance) ;
- article 7.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022 (construction du mur coupe-feu en limite de propriété avec le 126<sup>e</sup> RI) ;
- articles 2.1.2 et 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022 (consignes d'exploitation) ;
- article 13 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 (respect des consignes d'exploitation) ;
- article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022 (rétention des eaux incendie) ;
- article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022 (installations électriques) ;
- article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022 (rétentions des cuves de traitement de surface : détecteurs de liquide en point bas, rétentions vides en permanence) ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où l'absence d'actions correctives suite aux rapports 2023, 2024 et 2025 de vérification des installations électriques et la présence de consignes d'exploitation incomplètes et non maîtrisées par le personnel sont susceptibles d'accroître les risques d'incendie, dans la mesure où l'absence du mur coupe-feu en limite de propriété avec le 126<sup>e</sup> RI et les aménagements apportés sur le site sans déclaration et étude de risques préalables peuvent aggraver un incendie, et dans la mesure où la présence de liquide dans les rétentions, l'absence de déclenchement d'alarme liée aux détections de liquides en point bas de ces rétentions et la capacité de rétention des eaux incendie insuffisante peuvent induire des risques de pollution des sols et des eaux souterraines ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MECABRIVE Industries de respecter les dispositions des articles des arrêtés susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de l'inspecteur des installations classées :

**Article 2** – En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3** – Le présent arrêté est notifié à la société MECABRIVE Industries.

**Article 4** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Limoges, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**Article 5** – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Corrèze pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 6** – La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Corrèze, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'Inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de Brive-la-Gaillarde.

Tulle, le 18 novembre 2025

Pour le préfet, et par délégation,  
La secrétaire générale,

Nicole CHABANNIER



## ARRÊTE :

**Article 1** – La société MECABRIVE Industries, exploitant une installation de traitement de surfaces sise 1 impasse Langevin sur la commune de Brive-la-Gaillarde, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants, dans les délais mentionnés courant à compter de la notification du présent arrêté :

- article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022, en portant à la connaissance du Préfet sous 8 mois toutes les modifications apportées aux installations et à la caractérisation de certains bains de traitement, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation avec tous les éléments d'appréciation ;
- article 7.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022, en construisant sous 10 mois un mur coupe-feu sur toute la limite entre son établissement et le 126° RI au niveau du décapage titane afin de contenir les flux thermiques de 3 et 5 kW/m<sup>2</sup> dans les limites de propriété tel que déterminé par l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation 2015-03-DDAE-03 ou à défaut, en transmettant sous 1 mois à l'inspection des installations classées, la description d'un dispositif de substitution permettant de garantir sous 6 mois l'atteinte de ce même objectif. Les justificatifs de réalisation et de conformité du mur coupe-feu ou du dispositif de substitution mis en place sont transmis à l'inspection des installations classées dans les 15 jours suivant la finalisation des travaux conformément à l'article 2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022 ;
- articles 2.1.2 et 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022, en établissant sous 2 mois des consignes d'exploitation comportant explicitement les vérifications à effectuer notamment en conditions de dysfonctionnement des installations de traitement de surface et les opérations à réaliser pour assurer leur mise en sécurité en cas d'incident au regard notamment des équipements de sécurité présents sur les chaînes de traitement ;
- article 13 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, en s'assurant sous 2 mois de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel notamment celles relatives aux modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;
- article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022, en réalisant sous 10 mois l'aménagement du parking intérieur et de la voirie associée afin de disposer d'un volume de rétention des eaux incendie suffisant et conforme à l'étude de dangers contenue dans le dossier de demande d'autorisation du site de 2015 (référence 2015-03-DDAE-03) ;
- article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022, en procédant sous 6 mois aux actions correctives relatives aux non-conformités persistantes relevées sur les rapports de vérifications des installations électriques des années 2024 et 2025 et sur le rapport quadriennal du 2/12/2023 ;
- article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022, en mettant en œuvre sous 8 jours les moyens nécessaires pour que les capacités de rétention soient vides de tout liquide, sans être munies de systèmes automatiques de relevage des eaux ;
- article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022, en mettant en œuvre sous 1 mois les moyens nécessaires pour que tous les détecteurs de liquide en point bas placés dans les rétentions d'une capacité de plus de 1000 litres déclenchent une alarme et une intervention de l'exploitant en adéquation avec les consignes d'exploitation établies.

L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, dans les délais sus-visés, les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.